

PREFET DE LA REGION CENTRE-VAL DE LOIRE

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

Service Loire et Bassin Loire-Bretagne

Département Délégation de Bassin

Orléans, le 19 avril 2016

Note

à

**Mesdames et Messieurs les membres de
la mission d'appui technique Gemapi du
bassin Loire-Bretagne**

Compétence « Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations » (Gemapi)

État des lieux Gemapi

Le décret n° 2014-846 du 28 juillet 2014 relatif aux missions d'appui technique de bassin précise que chaque mission d'appui technique de bassin établit :

- **un état des lieux des linéaires de cours d'eau** comprenant :
 1. la délimitation et l'évaluation de l'état des masses d'eau de surface prévues au b de l'article R. 212-3 du Code de l'environnement,
 2. la mention de leur statut domanial ou non domanial,
 3. la liste des masses d'eau ayant fait l'objet d'une autorisation ou d'une déclaration d'entretien en application des articles L. 214-3 et L. 215-15 du Code de l'environnement dans les cinq dernières années ;
- **un état des lieux technique, administratif et économique**, dans l'état des connaissances disponibles, des ouvrages et des installations nécessaires à l'exercice de la compétence, prioritairement pour les territoires à risque d'**inondation** important. Cet état des lieux est constitué par :
 1. l'inventaire des ouvrages de protection existants avec leurs principales caractéristiques, l'identification de leurs propriétaires et gestionnaires, pour chaque territoire identifié,
 2. un état des autres ouvrages connus qui n'ont pas pour vocation la prévention des inondations et des submersions et qui peuvent être de nature à y contribuer eu égard à leur localisation et leurs caractéristiques,
 3. des recommandations pour structurer les systèmes de protection.

1. Volet « cours d'eau »

a) la délimitation et l'évaluation de l'état des masses d'eau de surface (cf. PJ1 à PJ6)

L'ensemble des informations sont disponibles sur le site Internet de l'agence de l'eau Loire-Bretagne¹ : un nouvel état des eaux a été publié début 2016 sur la base de données 2013 ou antérieures. À ce titre, une synthèse, le rapport complet ainsi que les données pour chaque masse d'eau sont annexés à la présente note. Des informations sont également accessibles sous la forme de cartographies à l'échelle des départements et des Sage sur le site de l'agence.

Au sens de la directive-cadre sur l'eau (DCE), l'évaluation réalisée indique que **26,3 % des masses d'eau cours d'eau sont en bon ou très bon état écologique**.

1 http://www.eau-loire-bretagne.fr/informations_et_donnees/Etat_masses_d_eau

Depuis 2007, l'état écologique des masses d'eau cours d'eau ne montre **pas d'évolution significative à règle d'évaluation constante**. La stabilité de l'état écologique depuis 2007 peut s'expliquer par :

- l'historique de l'évaluation de l'état écologique qui est courte (moins de 10 ans) au regard du temps nécessaire aux milieux aquatiques pour rendre compte d'une évolution de leur état biologique ;
- des règles d'évaluation basées sur le principe de l'élément déclassant : un seul élément de qualité en état moins que bon conduira *de facto* à un état écologique moins que bon.

Toutefois, si l'état écologique est globalement stable depuis 2007, on constate une amélioration importante de certains paramètres composant l'état écologique sur le plus long terme (phosphore, DBO5...).

b) la mention de leur statut domanial ou non domanial (cf. PJ7)

Le I bis de l'article L. 5216-7 du Code général des collectivités territoriales précise que les communes et les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre exercent leur compétence Gemapi, « sans préjudice de l'obligation d'entretien régulier du cours d'eau par le propriétaire riverain prévue à l'article L. 215-14 du même code, ni des missions exercées par les associations syndicales de propriétaires prévues par l'ordonnance n° 2004-632 du 1^{er} juillet 2004 relative aux associations syndicales de propriétaires. »

Les propriétaires riverains restent donc responsables de l'entretien des cours d'eau :

- les propriétaires privés, pour l'entretien des cours d'eau non domaniaux ;
- l'État et les collectivités territoriales, pour l'entretien des cours d'eau domaniaux.

Dès lors, l'identification du caractère domanial des cours d'eau, et de leur propriétaire, est un élément clef pour la future mise en œuvre de la compétence Gemapi : les établissements publics à fiscalité propre ne pourront se substituer à ces propriétaires qu'en cas de carence constatée, via une déclaration d'intérêt général avec enquête publique.

Un rapport complet est annexé à la présente note.

c) la liste des masses d'eau ayant fait l'objet d'une autorisation ou d'une déclaration d'entretien dans les cinq dernières années

Ce travail de recensement est en cours, dans la perspective d'une finalisation mi-2016.

2. Volet « inondations »

L'état des lieux présenté dans ce document porte principalement sur les digues de protection et les autres ouvrages (remblais, déversoirs) formant des systèmes d'endiguement au sens de l'article R. 562-13 du Code de l'environnement. Les ouvrages hydrauliques tels que les barrages écrêteurs ne sont pas traités et nécessitent une étude au cas par cas pour leur prise en compte ou non dans le périmètre de la compétence GEMAPI.

La base de données des DREAL, services de contrôle des ouvrages hydrauliques, a servi de source initiale pour l'analyse à l'échelle du bassin Loire-Bretagne. Cette information (extraction de février 2015) a été corrigée et complétée pour obtenir une approche plus fine sur les territoires à risque important d'inondation.

Certains systèmes d'endiguement ont fait l'objet d'une étude initiale de dangers (EDD) entre 2012 et 2015 ; c'est notamment le cas pour ceux comportant des digues domaniales (appartenant à l'État) comme celles de la Loire moyenne. L'étude de dangers contient un état des lieux précis et à jour ainsi que des recommandations pour structurer le système d'endiguement.

Ainsi, l'inventaire et la description des systèmes d'endiguement sont présentés dans trois chapitres correspondant à trois échelles d'analyse (cf. PJ8) :

- celle du bassin Loire-Bretagne permettant d'identifier pour l'ensemble des ouvrages et dans chaque territoire les propriétaires et gestionnaires dans le **chapitre 1** ;
- celle des territoires à risque important d'inondation (TRI) précisant la description des systèmes d'endiguement et identifiant les autres ouvrages qui peuvent avoir un rôle hydraulique en cas de crue (remblais, digues secondaires...) dans le **chapitre 2** ;
- celle de certains vals inondables de la Loire hors TRI comportant des digues domaniales gérées par l'État (DDT) et disposant d'une EDD suivie par la DREAL Centre-Val de Loire dans le **chapitre 3**.

Malgré un travail de vérification, ces données peuvent comporter des erreurs et des lacunes comparées aux informations disponibles auprès des gestionnaires d'ouvrages. L'ambition de ce document reste celui d'un cadrage pour initier l'échange d'informations entre l'actuel gestionnaire d'ouvrage et les collectivités exerçant la compétence GEMAPI.